



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°BFC-2025-182

PUBLIÉ LE 21 NOVEMBRE 2025

Sommaire

ARS Bourgogne Franche-Comté /

BFC-2025-11-13-00004 - Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-72 modifiant l'arrêté ARSBFC-DCPT-2024-46 relatif au contrat type régional d'aide à l'installation des médecins dans les zones sous-dotées (6 pages) Page 3

BFC-2025-11-13-00005 - Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-73 modifiant l'arrêté ARSBFC-DCPT-2024-47 relatif au contrat type régional de stabilisation et de coordination médecin pour les médecins installés dans les zones sous dotées (6 pages) Page 10

BFC-2025-11-13-00006 - Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-74 modifiant l'arrêté ARSBFC-DCPT-2024-49 relatif au contrat type régional de solidarité territoriale médecin en faveur des médecins s'engageant à réaliser une partie de leur activité dans les zones sous dotées (6 pages) Page 17

BFC-2025-11-13-00007 - Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-75 modifiant l'arrêté ARSBFC-DCPT-2024-48 relatif au contrat type régional de transition pour les médecins dans les zones sous dotées (6 pages) Page 24

BFC-2025-11-13-00008 - Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-82 relatif à la détermination des zones caractérisées comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones dites "très sous dotées" identifiées par l'ARS conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique, permettant une modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie aux masseurs kinésithérapeutes (25 pages) Page 31

BFC-2025-11-13-00009 - Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-83 modifiant l'arrêté ARSBFC-DCPT-2024-65 relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à la création de cabinet des masseurs-kinésithérapeutes dans les zones déficitaires en offre de soin de kinésithérapie (10 pages) Page 57

BFC-2025-11-13-00010 - Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-86 modifiant l'arrêté ARSBFC-DCPT-2024-66 relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes dans les zones déficitaires en offre de soins de kinésithérapie (10 pages) Page 68

Rectorat de la région académique Bourgogne Franche-comté /

BFC-2025-11-17-00004 - ESC Dijon-Bourgogne (2 pages) Page 79

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2025-11-13-00004

Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-72 modifiant l'arrêté
ARSBFC-DCPT-2024-46 relatif au contrat type
régional d'aide à l'installation des médecins dans
les zones sous-dotées

ARRETE
N°ARSBFC/DCPT/2025-72
Modifiant l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-46 du 18 juillet 2024 relatif au contrat type régional d'aide à l'installation des médecins (CAIM) dans les zones sous-dotées (ZIP)

La directrice générale de l'agence régionale de santé de l'ARS Bourgogne Franche Comté

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-5 et L. 162-14-4 ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé ;

Vu le décret en date du 30 juillet 2025, portant nomination de Madame Mathilde Marmier, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté à compter du 30 juillet 2025 ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2025 modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 2021 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L.1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2024 portant approbation de la convention nationale des médecins libéraux et de l'assurance maladie, signée le 4 juin 2024 ;

Vu la décision ARS-BFC-SG-2025-057 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté en date du 1 octobre 2025 ;

Vu l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2025-71 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L 1434-4 du code de la santé publique ;

Considérant que la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie prévoit qu'un contrat type régional d'aide à l'installation des médecins (CAIM) dans les zones sous denses (ZIP) doit être arrêté par les directeurs généraux des ARS ;

Considérant que ce contrat a pour objet de favoriser l'installation des médecins dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins, par la mise en place d'une aide forfaitaire versée au moment de l'installation du médecin dans lesdites zones, qu'il s'agisse d'une première ou d'une nouvelle installation en libéral, pour l'accompagner dans cette période de fort investissement généré par le début d'activité en exercice libéral (locaux, équipements, charges diverses, etc.) ;

Considérant que ce contrat tripartite sera signé entre le médecin, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'ARS Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : le présent contrat mis en annexe est arrêté à compter de la date de publication de cet arrêté.

Article 2 : à compter de cette date les médecins éligibles peuvent adhérer au présent contrat.

Article 3 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé,
- d'un recours contentieux formé, dans le délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs, par toute personne ayant intérêt à agir devant le Tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le directeur du cabinet, du pilotage et des territoires de l'Agence Régionale de Santé de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 13 novembre 2025

La Directrice Générale,



Mathilde MARMIER

**Annexe 1 : CONTRAT TYPE REGIONAL D'AIDE A L'INSTALLATION DES MEDECINS (CAIM)
DANS LES ZONES
SOUS DOTEES (ZIP)**

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-5 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2024 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 4 juin 2024 ;
- Vu l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2025-72 relatif à l'adoption du contrat type régional en faveur de l'aide à l'installation des médecins (CAIM) en zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ;
- Vu l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2025-71 modifiant l'arrêté N°ARS/BFC/DCPT/2024-43 daté du 18 juillet 2024 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique ;

Il est conclu entre, d'une part la caisse primaire d'assurance maladie (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

L'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région : Bourgogne-Franche-Comté

Adresse : Immeuble le Diapason - 2 Place des Savoirs - CS 73535 - 21 035 DIJON

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

Et, d'autre part, le médecin :

Nom, Prénom

Spécialité :

Inscrit au tableau de l'ordre du conseil départemental de :

Numéro RPPS :

Numéro AM :

Adresse professionnelle :

Un contrat d'aide à l'installation des médecins (CAIM) dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins.

Article 1 Champ du contrat d'installation

Article 1.1 Objet du contrat d'installation

Ce contrat vise à favoriser l'installation des médecins dans les zones prévues au 1° de l'article L.1434-4 du code de la santé publique définies par l'agence régionale de santé et caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins, par la mise en place d'une aide forfaitaire versée au moment de l'installation du médecin dans les zones précitées, qu'il s'agisse d'une première ou d'une nouvelle installation en libéral, pour l'accompagner dans cette période de fort

investissement généré par le début d'activité en exercice libéral (locaux, équipements, charges diverses, etc.).

Article 1.2 Bénéficiaires du contrat d'installation

Le présent contrat est réservé aux médecins remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- qui s'installent en exercice libéral dans une zone caractérisée par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique définie par l'agence régionale de santé,
- exerçant une activité libérale conventionnée dans le secteur à honoraires opposables ou dans le secteur à honoraires différents et ayant adhéré aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée tels que définis aux articles 41 et suivants de la convention,
- exerçant au sein d'un groupe formé entre médecins ou d'un groupe pluriprofessionnel, quelle que soit sa forme juridique,
- ou appartenant à une communauté territoriale professionnelle de santé telle que définie à l'article L.1434-12 du code de la santé publique,
- ou appartenant à une équipe de soins primaires définie à l'article L. 1411-11-1 du code de santé publique avec formalisation d'un projet de santé commun déposé à l'agence régionale de santé,
- s'engageant à participer au dispositif de permanence des soins ambulatoire, tel qu'il est organisé sur le territoire, sauf dérogation accordée par le Conseil de l'Ordre des médecins,
- s'engageant à proposer aux patients du territoire une offre de soins d'au moins deux jours et demi par semaine au titre de l'activité libérale dans la zone.

Le médecin ne peut bénéficier qu'une seule fois du contrat d'aide à l'installation médecin.

Le médecin ne peut signer simultanément le présent contrat et un contrat de transition (COTRAM) défini à l'article 2 de l'annexe 21 de la convention médicale ou un contrat de stabilisation et de coordination (COSCOM) défini à l'article 3 de l'annexe 21 de la convention médicale.

Modulation par l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté

Les médecins, ayant un projet d'installation dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique, peuvent rencontrer des difficultés pour débiter leur activité libérale au sein d'un groupe ou pour intégrer un projet de santé dans le cadre d'une communauté professionnelle territoriale de santé ou d'une équipe de soins primaires.

Dans ce cadre, l'Agence Régionale de Santé peut, dans le contrat type régional arrêté par chaque agence régionale de santé conformément aux dispositions de l'article L. 162-14-4 du code de la sécurité sociale, ouvrir le contrat aux médecins s'installant dans les zones précitées ne remplissant pas, au moment de l'installation, les conditions d'éligibilité au contrat.

Les médecins concernés s'engagent à remplir les conditions d'éligibilité, à savoir

- exercice en groupe,
- ou appartenance à une communauté professionnelle territoriale de santé définie à l'article L. L.1434-12 du code de la santé publique,
- ou appartenance à une équipe de soins primaires définie à l'article L. 1411-11-1 du code de santé publique.

Dans un délai de deux ans suivant la signature du contrat.

Cette dérogation peut être accordée au maximum dans 20 % des zones définies comme caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins au sens du présent article.

Article 2 Engagements des parties dans le contrat d'installation

Article 2.1 Engagements du médecin

Le médecin s'engage :

- à exercer en libéral son activité au sein d'un groupe, d'une communauté professionnelle territoriale de santé, d'une équipe de soins, au sein de la zone définie à l'article 1 du contrat pendant une durée de cinq années consécutives à compter de la date d'adhésion au contrat,
- à proposer aux patients du territoire une offre de soins d'au moins deux jours et demi par semaine au titre de son activité libérale dans la zone,
- à participer au dispositif de permanence des soins ambulatoire, tel qu'il est organisé sur le territoire, sauf dérogation accordée par le Conseil de l'Ordre des médecins.

Engagement optionnel

Le médecin s'engage à réaliser une partie de son activité libérale au sein des hôpitaux de proximité définis à l'article L. 6111-3-1 du code de la santé publique dans les conditions prévues à l'article L.6146-2 du code de la santé publique.

Article 2.2 Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

En contrepartie des engagements du médecin définis à l'article 2.1, l'assurance maladie s'engage à verser au médecin une aide à l'installation d'un montant de 50 000 euros pour une activité de quatre jours par semaine. Pour le médecin exerçant entre deux jours et demi et quatre jours par semaine à titre libéral dans la zone, le montant est proratisé sur la base de 100% pour quatre jours par semaine (31 250 euros pour deux jours et demi, 37 500 euros pour trois jours et 43 750 pour trois jours et demi par semaine).

Cette aide est versée en deux fois :

- 50% versé à la signature du contrat,
- le solde de 50% versé à la date du premier anniversaire du contrat.

Si le médecin s'est engagé à réaliser une partie de son activité libérale au sein d'un hôpital de proximité défini à l'article L. 6111-3-1 du code de la santé publique, l'assurance maladie s'engage à verser une majoration d'un montant de 2 500 euros de ce forfait.

La somme correspondant à cette majoration est versée sur transmission par le médecin de la copie du contrat d'activité libérale dans un hôpital de proximité dans les conditions suivantes :

- 1 250 euros versés à la signature du contrat,
- 1 250 euros versés à la date du premier anniversaire du contrat.

Article 3 Durée du contrat d'installation

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa signature, sans possibilité de renouvellement.

Article 4 Résiliation du contrat d'installation

Article 4.1 Rupture d'adhésion à l'initiative du médecin

Le médecin peut décider de résilier son adhésion au contrat avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation.

Dans ce cas, l'assurance maladie procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide à l'installation et de la majoration pour l'activité au sein des hôpitaux de proximité, le cas

échéant, au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par le médecin.

Article 4.2 Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

Dans le cas où le médecin ne respecte pas ses engagements contractuels (départ de la zone ou médecin ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat), la caisse l'en informe par lettre recommandée avec accusé de réception lui détaillant les éléments constatés et le détail des étapes de la procédure définie ci-après.

Le médecin dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier au médecin la fin de son adhésion au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, l'assurance maladie procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide à l'installation et de la majoration pour l'activité au sein des hôpitaux de proximité, le cas échéant, au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation notifiée par la caisse.

Article 5 Conséquence d'une modification des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins

En cas de modification par l'ARS des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévus au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'exercice du médecin adhérent de la liste des zones précitées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par le médecin.

Le médecin
Nom Prénom

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie
Nom Prénom

L'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté
Nom Prénom

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2025-11-13-00005

Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-73 modifiant l'arrêté
ARSBFC-DCPT-2024-47 relatif au contrat type
régional de stabilisation et de coordination
médecin pour les médecins installés dans les
zones sous dotées

ARRETE
N°ARSBFC/DCPT/2025-73
Modifiant l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-47 du 18 juillet 2024 relatif au contrat type régional de stabilisation et de coordination médecin (COSCOM) pour les médecins installés dans les zones sous dotées (ZIP)

**La directrice générale de l'agence régionale de santé de l'ARS Bourgogne
Franche Comté**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-5 et L. 162-14-4 ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé ;

Vu le décret en date du 30 juillet 2025, portant nomination de Madame Mathilde Marmier, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté à compter du 30 juillet 2025 ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2025 modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 2021 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L.1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale des médecins libéraux et de l'assurance maladie, signée le 25 août 2016 et ses avenants ;

Vu la décision ARS-BFC-SG-2025-057 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté en date du 1 octobre 2025 ;

Vu l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2025-71 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L 1434-4 du code de la santé publique ;

Considérant que la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie prévoit qu'un contrat type régional de stabilisation et de coordination médecin (COSCOM) pour les médecins installés dans les zones sous denses doit être arrêté par les directeurs généraux des ARS ;

Considérant que ce contrat a pour objet de valoriser la pratique des médecins exerçant dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;

Considérant que ce contrat tripartite sera signé entre le médecin, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'ARS Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : le présent contrat mis en annexe est arrêté à compter de la date de publication de cet arrêté.

Article 2 : à compter de cette date les médecins éligibles peuvent adhérer au présent contrat.

Article 3 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé,
- d'un recours contentieux formé, dans le délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs, par toute personne ayant intérêt à agir devant le Tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le directeur du cabinet, du pilotage et des territoires de l'Agence Régionale de Santé de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 13 novembre 2025

La Directrice Générale,


-Mathilde MARMIER

ANNEXE 1 - CONTRAT TYPE REGIONAL DE STABILISATION ET DE COORDINATION MEDECIN (COSCOM) POUR LES MEDECINS INSTALLES DANS LES ZONES SOUS DOTEES (ZIP)

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-5 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins généralistes et spécialistes libéraux et l'assurance maladie signée le 25 août 2016 et ses avenants ;
- Vu l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2025-73 relatif au contrat type régional de stabilisation et de coordination médecin (COSCOM) pour les médecins installés dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou par des difficultés d'accès aux soins ;
- Vu l'arrêté N°ARS/BFC/DCPT/2025-71 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin ;

Il est conclu entre, d'une part, la caisse primaire d'assurance maladie (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

L'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région : Bourgogne-Franche-Comté

Adresse : Immeuble le Diapason – 2 Place des Savoirs – CS 73 535 - 21 035 DIJON

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

Et, d'autre part, le médecin :

Nom, Prénom

Spécialité :

Inscrit au tableau de l'ordre du conseil départemental de :

Numéro RPPS :

Numéro AM :

Adresse professionnelle :

Un contrat de stabilisation et de coordination médecin (COSCOM) pour les médecins installés en zone sous dotée (ZIP).

Article 1 Champ du contrat de stabilisation et de coordination

Article 1.1 Objet du contrat

L'objet du contrat est de valoriser la pratique des médecins exerçant dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique, qui s'inscrivent dans une démarche de prise en charge coordonnée des patients sur un territoire, soit par un exercice regroupé, soit en appartenant à une communauté professionnelle territoriale de santé ou à une équipe de soins primaires telles que définies aux articles L. 1434-12 et L.1411-11-1 du code de santé publique.

Le contrat vise également à valoriser :

- la réalisation d'une partie de l'activité libérale au sein des hôpitaux de proximité définis à l'article L. 6111-3-1 du code de la santé publique dans les conditions prévues à l'article L. 6146-2 du code précité,
- l'activité de formation au sein des cabinets libéraux situés dans les zones précitées par l'accueil d'étudiants en médecine dans le cadre de la réalisation d'un stage ambulatoire afin de favoriser de futures installations en exercice libéral dans ces zones.

Article 1.2 Bénéficiaires du contrat de stabilisation et de coordination

Le contrat de stabilisation et de coordination est réservé aux médecins remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- Médecins installés dans une des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique définies par l'agence régionale de santé.
- Médecins exerçant une activité libérale conventionnée,
- Médecins :
 - o exerçant au sein d'un groupe formé entre médecins ou d'un groupe pluri-professionnel, quelle que soit sa forme juridique,
 - o ou appartenant à une communauté territoriale professionnelle de santé telle que définie à l'article L.1434-12 du code de la santé publique,
 - o ou appartenant à une équipe de soins primaires définie à l'article L. 1411-11-1 du code de santé publique avec formalisation d'un projet de santé commun déposé à l'agence régionale de santé.

Un médecin ne peut signer simultanément le présent contrat et un contrat d'aide à l'installation (CAIM) défini à l'article 4 de la convention médicale ou un contrat de transition (COTRAM) défini à l'article 5 de la convention médicale.

Un médecin adhérent à l'option démographie telle que définie dans la convention médicale issue de l'arrêté du 22 septembre 2011 et reprise à l'annexe 7 de la convention médicale signée le 25 août 2016 peut signer le présent contrat uniquement lorsque son adhésion à l'option démographie est arrivée à échéance.

Article 2 Engagements des parties dans le contrat de stabilisation et de coordination

Article 2.1 Engagements du médecin

Le médecin s'engage à exercer en libéral son activité en groupe ou à appartenir à une communauté professionnelle territoriale de santé telle que définie à l'article L. 1434-12 du code de la santé publique ou à une équipe de soins primaires telle que définie à l'article L. 1411-11-1 du code de santé publique, au sein de la zone caractérisée par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique, pendant une durée de trois années consécutives à compter de la date d'adhésion.

Engagements optionnels :

Le médecin s'engage, à titre optionnel, à réaliser une partie de son activité libérale au sein d'un hôpital de proximité tel que défini à l'article L. 6111-3-1 du code de la santé publique dans les conditions prévues à l'article L. 6146-2 du code de la santé publique.

Dans ce cas, il s'engage à transmettre à sa caisse d'assurance maladie la copie du contrat d'activité libérale dans un hôpital de proximité.

Le médecin s'engage, à titre optionnel, à exercer les fonctions de maître de stage universitaire prévues au troisième alinéa de l'article R. 6153-47 du code de la santé publique et à accueillir en stage des internes en médecine réalisant un stage ambulatoire de niveau 1 ou des étudiants en médecine réalisant un stage d'externat en médecine générale.

Dans ce cas, il s'engage à transmettre à sa caisse d'assurance maladie la copie des notifications de rémunérations perçues au titre de l'accueil de stagiaires et versées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche afin de permettre à celle-ci d'apprécier l'atteinte de l'engagement souscrit.

Article 2.2 Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

En contrepartie du respect des engagements définis à l'article 2.1. du présent contrat, le médecin adhérant au présent contrat bénéficie d'une rémunération forfaitaire de 5 000 euros par an.

Si le médecin s'est engagé à réaliser une partie de son activité libérale au sein d'un hôpital de proximité défini à l'article L. 6111-3-1 du code de la santé publique, l'assurance maladie s'engage à verser une majoration d'un montant de 1 250 euros par an de la rémunération forfaitaire précitée. La somme correspondant à cette majoration est versée, sur transmission par le médecin de la copie du contrat d'activité libérale dans un hôpital de proximité.

Le médecin adhérant au contrat bénéficie également d'une rémunération complémentaire de 300 euros par mois pour l'accueil d'un stagiaire à temps plein (correspondant à 50 % de la rémunération attribuée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche pour l'exercice des fonctions de maître de stage universitaire) s'il a accueilli des étudiants en médecine réalisant un stage ambulatoire dans les conditions définies à l'article 2.1 du présent contrat. Cette rémunération complémentaire est proratisée en cas d'accueil d'un stagiaire à temps partiel.

Pour les médecins exerçant en secteur à honoraires différents, les rémunérations versées sont proratisées sur la base du taux d'activité réalisée à tarifs opposables par le médecin.

Le montant dû au médecin est calculé au terme de chaque année civile, le cas échéant au prorata de la date d'adhésion du médecin au contrat. Le versement des sommes dues est effectué dans le second trimestre de l'année civile suivante.

Article 3 Durée du contrat de stabilisation et de coordination

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 Résiliation du contrat de stabilisation et de coordination

Article 4.1 Rupture d'adhésion à l'initiative du médecin

Le médecin peut décider de résilier son adhésion au contrat avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation.

Dans ce cas, le calcul des sommes dues au titre de l'année au cours de laquelle intervient cette résiliation est effectuée au prorata temporis de la durée effective du contrat au cours de ladite année.

Article 4.2 Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie

Dans le cas où le médecin ne respecte pas ses engagements contractuels (médecin ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat ou ne respectant plus ses

engagements définis à l'article 2.1), la caisse l'en informe par lettre recommandée avec accusé de réception lui détaillant les éléments constatés et le détail des étapes de la procédure définie ci-après.

Le médecin dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier au médecin la fin de son adhésion au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le calcul des sommes dues au titre de l'année au cours de laquelle intervient cette résiliation est effectuée au prorata temporis de la durée effective du contrat au cours de ladite année.

Article 5 Conséquence d'une modification des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins

En cas de modification par l'ARS des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévus au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'exercice du médecin adhérent de la liste des zones précitées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par le médecin.

Le médecin
Nom Prénom

La caisse Primaire d'assurance maladie
Nom Prénom

L'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté
Nom Prénom

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2025-11-13-00006

Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-74 modifiant l'arrêté ARSBFC-DCPT-2024-49 relatif au contrat type régional de solidarité territoriale médecin en faveur des médecins s'engageant à réaliser une partie de leur activité dans les zones sous dotées

ARRETE
ARSBFC/DCPT/2025-74
**modifiant l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-49 relatif au contrat type régional de
solidarité territoriale médecin (CSTM) en faveur des médecins s'engageant à
réaliser une partie de leur activité dans les zones sous dotées (ZIP)**

**La directrice générale de l'agence régionale de santé de l'ARS Bourgogne
Franche Comté**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-5 et L. 162-14-4 ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé ;

Vu le décret en date du 30 juillet 2025, portant nomination de Madame Mathilde Marmier, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté à compter du 30 juillet 2025 ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2025 modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 2021 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1^o de l'article L.1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale des médecins libéraux et de l'assurance maladie, signée le 25 août 2016 et ses avenants ;

Vu la décision ARS-BFC-SG-2025-057 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté en date du 1 octobre 2025 ;

Vu l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2025-71 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L 1434-4 du code de la santé publique ;

Considérant que la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie prévoit qu'un contrat type régional de solidarité territoriale médecin (CSTM) en faveur des médecins s'engageant à réaliser une partie de leur activité dans les zones sous dotées (ZIP) doit être arrêté par les directeurs généraux des ARS ;

Considérant que ce contrat vise à inciter les médecins n'exerçant pas dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins, à consacrer une partie de leur activité médicale pour apporter leur aide à leurs confrères exerçant dans les zones précitées ;

Considérant que ce contrat tripartite sera signé entre le médecin, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'ARS Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : le présent contrat mis en annexe est arrêté à compter de la date de publication de cet arrêté.

Article 2 : à compter de cette date les médecins éligibles peuvent adhérer au présent contrat.

Article 3 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé,
- d'un recours contentieux formé, dans le délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs, par toute personne ayant intérêt à agir devant le Tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le directeur du cabinet, du pilotage et des territoires de l'Agence Régionale de Santé de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 13 novembre 2025

La Directrice Générale,



Mathilde MARMIER

ANNEXE 1 - CONTRAT TYPE REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE MEDECIN (CSTM) EN FAVEUR DES MEDECINS S'ENGAGEANT A REALISER UNE PARTIE DE LEUR ACTIVITE DANS LES ZONES SOUS DOTEES (ZIP)

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-5 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins généralistes et spécialistes libéraux et l'assurance maladie signée le 25 août 2016 et ses avenants ;
- Vu l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-74 relatif à l'adoption du contrat type régional solidarité territoriale médecin (CSTM) en faveur des médecins s'engageant à réaliser une partie de leur activité dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou par des difficultés dans l'accès aux soins ;
- Vu l'arrêté N°ARS/BFC/DCPT/2025-71 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin ;

Il est conclu entre, d'une part, la caisse primaire d'assurance maladie (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

L'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région : Bourgogne-Franche-Comté

Adresse : Immeuble le Diapason – 2 Place des Savoirs –CS 73 535 - 21 035 DIJON

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

Et, d'autre part, le médecin :

Nom, Prénom

Spécialité :

Inscrit au tableau de l'ordre du conseil départemental de :

Numéro RPPS :

Numéro AM :

Adresse professionnelle :

Un contrat de solidarité territoriale médecin (CSTM) relatif à l'engagement de réaliser une partie de l'activité au sein de zones sous dotées.

Article 1 Champ du contrat de solidarité territoriale

Article 1.1 Objet du contrat de solidarité territoriale

Ce contrat vise à inciter les médecins n'exerçant pas dans une zone caractérisée par une insuffisance de l'offre de soins et des difficultés d'accès aux soins prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique à consacrer une partie de leur activité médicale pour apporter leur aide à leurs confrères exerçant dans les zones précitées.

Article 1.2 Bénéficiaires du contrat de solidarité territoriale

Le présent contrat est réservé aux médecins remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- médecins libéraux n'exerçant pas dans une des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et des difficultés d'accès aux soins prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique , définies par l'agence régionale de santé,
- médecins exerçant une activité libérale conventionnée
- médecins s'engageant à exercer au minimum 10 jours par an dans les zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et des difficultés d'accès aux soins prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique de santé définies par l'agence régionale de santé,

Un médecin ne peut signer simultanément deux contrats avec deux ARS ou avec deux caisses différentes.

Article 2 Engagements des parties dans le contrat de solidarité territoriale

Article 2.1 Engagements du médecin

Le médecin adhérant au contrat de solidarité territoriale bénéficie d'une aide à l'activité correspondant à 25 % des honoraires tirés de l'activité conventionnée clinique et technique (hors dépassements d'honoraires et rémunérations forfaitaires) réalisée dans le cadre du contrat au sein des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou par des difficultés dans l'accès aux soins prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique, dans la limite d'un plafond de 50 000 euros par an.

Le médecin s'engage à exercer en libéral au minimum 10 jours par an son activité au sein d'une zone caractérisée par une insuffisance de l'offre de soins et des difficultés d'accès aux soins prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique.

Le médecin s'engage à facturer l'activité qu'il réalise au sein des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins dans le cadre du présent contrat sous le numéro de facturant (numéro AM) qui lui a été attribué spécifiquement pour cette activité.

Article 2.2 Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

En contrepartie du respect des engagements définis à l'article 2.1, l'assurance maladie s'engage à verser au médecin une aide à l'activité correspondant à 25 % des honoraires tirés de l'activité conventionnée clinique et technique (hors dépassements d'honoraires et rémunérations forfaitaires) réalisés dans le cadre du présent contrat (et donc facturée sous le numéro AM spécifique réservé à cette activité) au sein des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et des difficultés d'accès aux soins prévue au 1o de l'article L. 1434-4 du code de santé dans la limite d'un plafond de 50 000 euros par an.

Pour les médecins exerçant en secteur à honoraires différents, l'aide à l'activité est proratisée sur la base du taux d'activité réalisée à tarifs opposables par le médecin dans la zone.

Cette aide à l'activité est calculée au regard des honoraires facturés par le médecin sous le ou les numéros de facturant qui lui a (ont) été attribué(s) spécifiquement pour cette activité au sein des zones précitées dans le cadre du présent contrat.

Le médecin adhérent bénéficie également d'une prise en charge des frais de déplacement engagés pour se rendre dans les zones précitées dans le cadre du présent contrat. Cette prise en charge est réalisée selon les modalités prévues pour les conseillers des caisses d'assurance maladie dans le cadre des instances paritaires conventionnelles.

Le montant dû au médecin est calculé au terme de chaque année civile, le cas échéant au prorata temporis de la date d'adhésion du médecin au contrat. Le versement des sommes dues est effectué dans le second trimestre de l'année civile suivant celle de référence.

Article 3 Durée du contrat de solidarité territoriale

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 Résiliation du contrat de solidarité territoriale

Article 4.1 Rupture d'adhésion à l'initiative du médecin

Le médecin peut décider de résilier son adhésion au contrat avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation.

Dans ce cas, le calcul des sommes dues au titre de l'année au cours de laquelle intervient cette résiliation est effectuée au prorata temporis de la durée effective du contrat au cours de ladite année.

Article 4.2 Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

Dans le cas où le médecin ne respecte pas ses engagements contractuels (médecin ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat ou ne respectant plus ses engagements définis à l'article 2.1), la caisse l'en informe par lettre recommandée avec accusé de réception lui détaillant les éléments constatés et le détail des étapes de la procédure définie ci-après.

Le médecin dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier au médecin la fin de son adhésion au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le calcul des sommes dues au titre de l'année au cours de laquelle intervient cette résiliation est effectuée au prorata temporis de la durée effective du contrat au cours de ladite année.

Article 5 Conséquence d'une modification des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins

En cas de modification par l'ARS des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévus au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'exercice du médecin de la liste des zones précitées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par le médecin.

Le médecin
Nom Prénom

La caisse Primaire d'assurance maladie
Nom Prénom

L'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté
Nom Prénom

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2025-11-13-00007

Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-75 modifiant l'arrêté
ARSBFC-DCPT-2024-48 relatif au contrat type
régional de transition pour les médecins dans les
zones sous dotées

ARRETE
N° ARSBFC/DCPT/2025-75
Modifiant l'arrêté N° ARSBFC/DCPT/2024-48 du 18 juillet 2024 relatif au contrat type régional de transition pour les médecins (COTRAM) dans les zones sous dotées (ZIP)

**La directrice générale de l'agence régionale de santé de l'ARS Bourgogne
Franche Comté**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-5 et L. 162-14-4 ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé ;

Vu le décret en date du 30 juillet 2025, portant nomination de Madame Mathilde Marmier, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté à compter du 30 juillet 2025 ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2025 modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 2021 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L.1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale des médecins libéraux et de l'assurance maladie, signée le 25 août 2016 et ses avenants ;

Vu la décision ARS-BFC-SG-2025-057 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté en date du 6 novembre 2025 ;

Vu l'arrêté N° ARSBFC/DCPT/2025-71 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L 1434-4 du code de la santé publique ;

Considérant que la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie prévoit qu'un contrat type régional de transition pour les médecins (COTRAM) dans les zones sous dotées, doit être arrêté par les directeurs généraux des ARS ;

Considérant que ce contrat vise à soutenir les médecins installés au sein des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins prévues au 1° de l'article L.

1434-4 du code de la santé publique préparant leur cessation d'exercice et prêts à accompagner pendant cette période de fin d'activité un médecin nouvellement installé dans leur cabinet ;

Considérant que ce contrat tripartite sera signé entre le médecin, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'ARS Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : le présent contrat mis en annexe est arrêté à compter de la date de publication de cet arrêté.

Article 2 : à compter de cette date les médecins éligibles peuvent adhérer au présent contrat.
À compter de cette date les médecins éligibles peuvent adhérer au présent contrat.

Article 3 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé,
- d'un recours contentieux formé, dans le délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs, par toute personne ayant intérêt à agir devant le Tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.télérecours.fr.

Article 4 : Le directeur du cabinet, du pilotage et des territoires de l'Agence Régionale de Santé de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 13 novembre 2025

La Directrice Générale,



Mathilde MARMIER

Annexe 1 : CONTRAT TYPE REGIONAL DE TRANSITION POUR LES MEDECINS (COTRAM) DANS LES ZONES SOUS DOTEES (ZIP)

- Vu le code de la santé publique, notamment ses article L 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L 162-5 et L 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 25 août 2016 et ses avenants ;
- Vu l'arrêté N° ARSBFC/DCPT/2025-75 relatif à l'adoption du contrat type régional de transition pour les médecins (COTRAM) en zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ;
- Vu l'arrêté N°ARS/BFC/DCPT/2025-71 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin ;

Il est conclu entre, d'une part, la caisse primaire d'assurance maladie (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

Représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

L'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région : Bourgogne-Franche-Comté

Adresse : Immeuble le Diapason - 2 Place des Savoirs - CS 73535 - 21 035 DIJON

Représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

Et, d'autre part, le médecin :

Nom, Prénom

Spécialité :

Inscrit au tableau de l'ordre du conseil départemental de :

Numéro RPPS :

Numéro AM :

Adresse professionnelle :

un contrat de transition pour les médecins (COTRAM) pour soutenir les médecins installés au sein des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins préparant leur cessation d'exercice et prêts à accompagner pendant cette période de fin d'activité un médecin nouvellement installé dans leur cabinet.

Article 1 Champ du contrat de transition

Article 1.1 Objet du contrat de transition

Ce contrat vise à soutenir les médecins installés au sein des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique définies par l'agence régionale de santé et caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins et définies par l'agence

régionale de santé, préparant leur cessation d'exercice et prêts à accompagner pendant cette période de fin d'activité un médecin nouvellement installé dans leur cabinet.

L'objet est de valoriser les médecins qui s'engagent à accompagner leurs confrères nouvellement installés au sein de leur cabinet, lesquels seront amenés à prendre leur succession à moyen terme.

Cet accompagnement se traduit notamment par un soutien dans l'organisation et la gestion du cabinet médical, la connaissance de l'organisation des soins sur le territoire, et l'appui à la prise en charge des patients en fonction des besoins du médecin.

Article 1.2 Bénéficiaires du contrat de transition

Le présent contrat est réservé aux médecins remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- installés dans une des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique définies par l'agence régionale de santé et caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins
- exerçant une activité libérale conventionnée,
- âgés de 60 ans et plus,
- accueillant au sein de leur cabinet (en tant qu'associé, collaborateur libéral...) un médecin qui s'installe dans la zone précitée (ou un médecin nouvellement installé dans la zone depuis moins d'un an) âgé de moins de 50 ans et exerçant en exercice libéral conventionné

Un médecin ne peut signer simultanément deux contrats avec deux ARS ou avec deux caisses différentes.

Un médecin ne peut signer simultanément le présent contrat et un contrat d'aide à l'installation médecin (CAIM) défini à l'article 4 de la convention médicale ou un contrat de stabilisation et de coordination (COSCOM) défini à l'article 6 de la convention médicale.

Un médecin adhérant à l'option démographie telle que définie dans la convention médicale issue de l'arrêté du 22 septembre 2011 et reprise à l'annexe 7 de la convention médicale signée le 25 août 2016 peut signer le présent contrat lorsque son adhésion à l'option démographie est arrivée à échéance.

Article 2 Engagements des parties dans le contrat de transition

Article 2.1 Engagement du médecin

Le médecin s'engage à accompagner son confrère nouvel installé dans son cabinet pendant une durée de trois ans dans toutes les démarches liées à l'installation en exercice libéral, à la gestion du cabinet et à la prise en charge des patients en fonction des besoins de ce dernier.
Le médecin s'engage à informer la caisse d'assurance maladie et l'agence régionale de santé en cas de cessation de son activité et/ou en cas de départ du cabinet de son confrère nouvel installé.

Article 2.2 Engagements de l'Assurance Maladie et de l'Agence Régionale de Santé

En contrepartie des engagements définis à l'article 2.1, l'assurance maladie s'engage à verser au médecin une aide à l'activité correspondant à 10 % des honoraires tirés de son activité conventionnée clinique et technique (hors dépassements d'honoraires et rémunérations forfaitaires), dans la limite d'un plafond de 20 000 euros par an.

Pour les médecins exerçant en secteur à honoraires différents, l'aide à l'activité est proratisée sur la base du taux d'activité réalisée à tarifs opposables par le médecin.

Le montant dû au médecin est calculé au terme de chaque année civile, le cas échéant au prorata de la date d'adhésion du médecin au contrat. Le versement des sommes dues est effectué dans le courant du second trimestre de l'année civile suivant l'année de référence.

Article 3 Durée du contrat de transition

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa signature.
Le contrat peut faire l'objet d'un renouvellement pour une durée maximale de trois ans en cas de prolongation de l'activité du médecin adhérent au-delà de la durée du contrat initial dans la limite de la date de cessation d'activité du médecin bénéficiaire.

Article 4 Résiliation du contrat de transition

Article 4.1 Rupture d'adhésion à l'initiative du médecin

Le médecin peut décider de résilier son adhésion au contrat avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la Caisse d'Assurance Maladie de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation.
Dans ce cas, le calcul des sommes dues au titre de l'année au cours de laquelle intervient cette résiliation est effectuée au prorata temporis de la durée effective du contrat au cours de ladite année.

Article 4.2 Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'Assurance Maladie et de l'Agence Régionale de Santé

Dans le cas où le médecin ne respecte pas ses engagements contractuels (médecin ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat ou n'effectuant plus l'accompagnement dans les conditions définies à l'article 2.1), la caisse l'en informe par lettre recommandée avec accusé de réception lui détaillant les éléments constatés et le détail des étapes de la procédure définie ci-après.

Le médecin dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier au médecin la fin de son adhésion au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le calcul des sommes dues au titre de l'année au cours de laquelle intervient cette résiliation est effectuée au prorata temporis de la durée effective du contrat au cours de ladite année.

Article 5 Conséquence d'une modification des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins

En cas de modification par l'ARS des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévus au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'exercice du médecin adhérent de la liste des zones précitées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par le médecin.

Le médecin
Nom Prénom

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie
Nom Prénom

L'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté
Nom Prénom

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2025-11-13-00008

Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-82 relatif à la détermination des zones caractérisées comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones dites "très sous dotées" identifiées par l'ARS conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique, permettant une modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie aux masseurs kinésithérapeutes

ARRETE ARSBFC/DCPT/2025-82

relatif à la détermination des zones caractérisées comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones dites « très sous dotées » identifiées par l'ARS conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique, permettant une modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie aux masseurs kinésithérapeutes

La directrice de l'agence régionale de santé de Bourgogne Franche Comté

VU le code de la santé publique et notamment son article L1434-4 ;

VU le code la sécurité sociale, notamment son article L162-14-1 ;

VU le décret en date du 30 juillet 2025, portant nomination de Madame Mathilde Marmier, en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) de Bourgogne-Franche-Comté à compter du 30 juillet 2025 ;

VU l'avis ministériel publié le 8 février 2018 relatif à l'avenant n°5 du 6 novembre 2017 et l'arrêté interministériel du 21 août 2023 portant approbation de l'avenant n°7 du 13 juillet 2023 à la convention nationale organisant les rapports entre les masseurs-kinésithérapeutes et l'union nationale des caisses d'assurance maladie signée le 3 avril 2007 ;

VU l'arrêté modificatif N°ARSBFC/DCPT/2024-87 du 5 novembre 2024 portant rectification d'erreurs matérielles contenues dans l'annexe 1 de l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-44 du 18 juillet 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de masseur-kinésithérapeute pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique

VU l'avis favorable de la Commission Paritaire Régionale des masseurs-kinésithérapeutes en date du 4 septembre 2025 ;

VU l'avis/la sollicitation de l'URPS masseur-kinésithérapeute en date du 5 mars 2025 ;

CONSIDERANT que l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-44 du 18 juillet 2024 modifié a fixé les zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de masseurs-kinésithérapeutes sur la région Bourgogne-Franche-Comté, notamment les zones dites « très sous dotées » ;

CONSIDERANT que les avenants n°5 et 7 à la convention nationale du 3 avril 2007 prévoient notamment qu'un contrat type régional d'aide à la création de cabinet de masseurs-kinésithérapeutes (CACCMK) et un contrat-type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes (CAIMK) en zone « très sous dotée » doivent être arrêtés par l'ARS ;

CONSIDERANT que ces contrats sont signés entre le masseur-kinésithérapeute, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'ARS ;

CONSIDERANT que ces contrats visent à favoriser la création, la reprise ou l'installation de cabinets de masseurs-kinésithérapeutes libéraux conventionnés dans les zones « très sous-dotées », par le versement d'une aide financière par l'Assurance Maladie ;

CONSIDERANT que les avenants n°5 et 7 à la convention nationale susvisés prévoient que l'ARS peut décider, via les contrats-types considérés, de moduler le montant des aides versées par l'Assurance Maladie, lorsque l'activité des masseurs-kinésithérapeutes est située dans l'une des zones identifiées par l'ARS comme particulièrement déficitaire parmi les zones « très sous dotées » ;

CONSIDERANT que la modulation décidée par l'ARS ne peut être accordée au maximum que pour 20% des zones « très sous dotées » ;

CONSIDERANT qu'il convient d'identifier les zones particulièrement déficitaires parmi les zones « très sous dotées », dans la limite de 20% des zones considérées ;

ARRETE

Article 1 : Les zones particulièrement déficitaires concernant la profession des masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones « très sous dotées » de la région Bourgogne-Franche-Comté sont fixées en annexe 1 du présent arrêté.


Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- D'un recours gracieux auprès de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;
- D'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé ;
- D'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : Le directeur du cabinet, du pilotage et des territoires de l'Agence Régionale de Santé de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 13 novembre 2025

La Directrice Générale,



Mathilde Marmier

ANNEXE 1

Liste des communes par Bassin de vie/Canton-ville pouvant bénéficier de la modulation

COMMUNES EN REGION BFC

| Région d'attribution du BVCV | N°département | N° Bassin de vie/Canton-ville (BVCV) | Nom du Bassin de vie/Canton-ville | Code commune | Libellé de la commune | Modulation |
|------------------------------|---------------|--------------------------------------|-----------------------------------|--------------|--------------------------|------------|
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21104 | Brémur-et-Vaurois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21157 | Chaugey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21165 | Chemin-d'Aisey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21303 | Les Goulles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21312 | Gurgy-la-Ville | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21432 | Montigny-sur-Aube | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21549 | Saint-Germain-le-Rocheux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21602 | Semond | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21090 | Boudreville | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21296 | Gevrolles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21350 | Lignerolles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21674 | Veuxhautes-sur-Aube | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21524 | Riel-les-Eaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21116 | Bure-les-Templiers | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21123 | Buxerolles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21129 | Chambain | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21313 | Gurgy-le-Château | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21626 | Terrefondrée | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|---------------------|-------|----------------------|-----|
| Franche-Comté | | | Seine | | | |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21006 | Aisey-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21058 | Belan-sur-Ource | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21201 | Coulmier-le-Sec | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21455 | Nod-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21628 | Thoires | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21143 | Channay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21309 | Griselles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21336 | Laignes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21454 | Nicey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21117 | Busseaut | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21364 | Magny-Lambert | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21526 | Rochefort-sur-Brévon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21671 | Vertault | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21693 | Villedieu | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21159 | La Chaume | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21262 | Faverolles-lès-Lucey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21357 | Louesme | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21359 | Lucey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21402 | Menesble | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21438 | Montmoyen | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21519 | Recey-sur-Ource | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21451 | Nesle-et-Massout | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21279 | Fontaines-les-Sèches | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21034 | Autricourt | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|---------------------|-------|--------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21077 | Bissey-la-Côte | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21202 | Courban | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21044 | Balot | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21343 | Larrey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21346 | Leuglay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21717 | Voullaines-les-Templiers | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21109 | Brion-sur-Oource | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21134 | Chamesson | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21444 | Mosson | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21078 | Bissey-la-Pierre | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21378 | Marcenay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21061 | Bellenod-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21470 | Origny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21514 | Quemigny-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21557 | Saint-Marc-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21704 | Villiers-le-Duc | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21250 | Essarois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21460 | Noiron-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21302 | Gomméville | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21052 | Beaulieu | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21161 | Chaumont-le-Bois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21465 | Obtrée | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21499 | Poithières | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21653 | Vannaire | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21700 | Villers-Patras | OUI |

5

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|---------------------|-------|--------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21655 | Vanvey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21012 | Ampilly-le-Sec | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21115 | Buncey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21154 | Châtillon-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21093 | Bouix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21488 | Poinçon-lès-Larrey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21004 | Aignay-le-Duc | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21055 | Beaunotte | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21396 | Mauvilly | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21410 | Meulson | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21418 | Moitron | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21372 | Maisey-le-Duc | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21510 | Prusly-sur-Ource | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21706 | Villotte-sur-Ource | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21149 | Charrey-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21393 | Massingy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21435 | Montliot-et-Courcelles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21253 | Étalante | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21258 | Étrochey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21545 | Sainte-Colombe-sur-Seine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21125 | Cérilly | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 21711 | Vix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 2512 | Maïche | 25194 | Dannemarie | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 2512 | Maïche | 25274 | Glavay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 2512 | Maïche | 25378 | Meslières | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|---------------------|-------|----------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 2512 | Maïche | 25004 | Abbévillers | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25264 | Gémonval | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 2512 | Maïche | 25562 | Thulay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25005 | Accolans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25369 | Marvelise | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25276 | Gondenans-Montby | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25066 | Blussangeaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25311 | Hyémondans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 2512 | Maïche | 25071 | Bondeval | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25226 | Étrappe | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25365 | Mancenans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25232 | Faimbe | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25552 | Sourans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25067 | Blussans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25461 | Pompierre-sur-Doubs | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25177 | Crosey-le-Grand | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25246 | Fontaine-lès-Clerval | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25266 | Geney | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25470 | La Prétière | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25327 | Lanthenans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25553 | Soye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25516 | Saint-Georges-Armont | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25019 | Appenans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25372 | Médière | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | OUI |

7

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|---------------------|-------|--------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25018 | Anteuil | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25479 | Rang | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25087 | Branne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25496 | Roche-lès-Clerval | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25306 | L'Hôpital-Saint-Lieffroy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 25156 | Pays-de-Clerval | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39143 | Chevrotaine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39230 | Fontenu | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39322 | Menétrux-en-Joux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39518 | Songeson | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39473 | Saffloz | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39313 | Marigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39273 | Montlainsia | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39261 | Graye-et-Charnay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39295 | Loisia | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39120 | Châtelneuf | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39080 | Broissia | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39485 | Val Suran | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39366 | Mont-sur-Monnet | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39253 | Gigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39020 | Arsure-Arsurette | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39237 | Fraroz | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39353 | Montfleur | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39356 | Montigny-sur-l'Ain | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39209 | Val-d'Épy | OUI |

8

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|-------------|-------|------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39201 | Doucier | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39437 | Pont-du-Navoy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39551 | Véria | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39180 | Cressia | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39343 | Monnetay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39301 | Loulle | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39344 | Monnet-la-Ville | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39419 | Pillemoine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39085 | Cerniébaud | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39055 | Billecul | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39363 | Montrevel | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39010 | Andelot-Morval | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39532 | Thoissia | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39466 | Rosay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39381 | Les Nans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39105 | Chapois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39173 | Cousance | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39255 | Gizia | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39183 | Crotenay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39052 | Bief-des-Maisons | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39091 | Les Chalesmes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39461 | Rix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39277 | Le Larderet | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39281 | Le Latet | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39282 | La Latette | OUI |

9

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|-------------|-------|-----------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39298 | Longcochon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39025 | Augea | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39329 | Mièges | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39178 | Crans | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39108 | Charency | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39165 | Conte | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39254 | Gillois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39391 | Nozeroy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39292 | Lent | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39221 | La Favière | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39346 | Montagna-le-Reconduit | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39545 | Le Vaudioux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39203 | Doye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39475 | Saint-Amour | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39389 | Ney | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39153 | Cize | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39035 | Balanod | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39376 | Moutoux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39142 | Chevreaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39378 | Les Trois-Châteaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39214 | Esserval-Tartre | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39070 | Bourg-de-Sirod | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39517 | Sirod | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39097 | Champagnole | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39554 | Vers-en-Montagne | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|---------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39185 | Cuisia | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 39197 | Digna | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39540 | Valempoulières | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39372 | Mournans-Charbonny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39428 | Plénisette | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39393 | Onglières | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39015 | Ardon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39406 | Le Pasquier | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39543 | Vannoz | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39503 | Sapois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39523 | Syam | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39364 | Montrond | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39210 | Équevillon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39427 | Plénise | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39097 | Champagnole | 39481 | Saint-Germain-en-Montagne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58034 | Blismes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58309 | Villapourçon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58195 | La Nocle-Maulaix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58071 | Chevannes-Changy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58006 | Anlezy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58199 | Onlay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58219 | Préporché | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58246 | Saint-Honoré-les-Bains | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58105 | Druy-Parigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58115 | Fleury-sur-Loire | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|--------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58156 | Marcy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58201 | Oudan | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58206 | Parigny-la-Rose | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58068 | Chaumard | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58113 | Fertrève | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58191 | Neuilly | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58041 | Brinon-sur-Beuvron | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58043 | Bussy-la-Pesle | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58283 | Taconnay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58177 | Montigny-en-Morvan | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58107 | Dun-sur-Grandry | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58097 | Diennes-Aubigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58026 | Beaulieu | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58181 | Moraches | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58141 | Lavault-de-Frétoy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58142 | Limanton | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58018 | Authiou | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58053 | Champlemy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58070 | Chazeuil | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58084 | Corvol-d'Embernard | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58020 | Avril-sur-Loire | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58311 | Ville-Langy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58111 | Fâchin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58304 | Varzy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58301 | Vandenesse | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|-------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58163 | Menou | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58137 | Lamenay-sur-Loire | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58058 | La Chapelle-Saint-André | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58162 | Menestreau | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58276 | Sémelay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58262 | Saint-Péreuse | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58178 | Montigny-sur-Canne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58249 | Saint-Léger-de-Fougeret | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58025 | Béard | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58090 | Courcelles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58243 | Saint-Gratien-Savigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58118 | Fours | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58280 | Sougy-sur-Loire | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58173 | Montaron | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58221 | Rémilly | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58250 | Saint-Léger-des-Vignes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58310 | Villiers-le-Sec | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58050 | Challement | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58130 | Grenois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58291 | Thiangés | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58245 | Saint-Hilaire-Fontaine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58182 | Moulins-Engilbert | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58161 | Maux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58096 | Devay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58151 | La Machine | OUI |

13

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|---------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58063 | Château-Chinon (Campagne) | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58082 | Corancy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58046 | Cercy-la-Tour | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58109 | Entrains-sur-Nohain | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58135 | Isenay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58093 | Cuncy-lès-Varzy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58060 | Charrin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58150 | Lys | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58284 | Talon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58038 | Breugnon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58299 | Trucy-l'Orgueilleux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58032 | Billy-sur-Oisy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58290 | Thaix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58297 | Trois-Vèvres | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58277 | Sermages | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58288 | Teigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58062 | Château-Chinon (Ville) | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58066 | Châtin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58244 | Saint-Hilaire-en-Morvan | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58095 | Decize | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58192 | Neuville-lès-Decize | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58085 | Corvol-l'Orgueilleux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58029 | Beuvron | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58259 | Saint-Parize-en-Viry | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58263 | Saint-Pierre-du-Mont | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|-------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58015 | Asnan | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58116 | Flez-Cuzy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58237 | Saint-Didier | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58198 | Oisy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58005 | Amazy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58165 | Metz-le-Comte | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58010 | Arleuf | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58293 | Toury-Lurcy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58242 | Saint-Germain-des-Bois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58055 | Champvert | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58222 | Rix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58154 | La Maison-Dieu | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58241 | Saint-Germain-Chassenay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58306 | Verneuil | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58099 | Dommartin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58079 | Clamecy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58200 | Ouagne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58011 | Armes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58073 | Chevroches | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58286 | Tannay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58095 | Decize | 58087 | Cossaye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58016 | Asnois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58039 | Brèves | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58103 | Dornecy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58217 | Pousseaux | OUI |

15

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|------------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58282 | Surgy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 58312 | Villiers-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 58210 | Planchez | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70010 | Alaincourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70013 | Ambiéwillers | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70419 | Pont-du-Bois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70485 | Selles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70412 | Plainemont | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70069 | Betoncourt-Saint-Pancras | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70342 | Mercey-sur-Saône | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70481 | Savoieux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70200 | Dampvalley-Saint-Pancras | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70287 | Hurecourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70360 | Montdoré | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70023 | Anjeux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 | 25315 | L'Isle-sur-le-Doubs | 70180 | Courchaton | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70411 | La Pisseure | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70238 | Fleurey-lès-Saint-Loup | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70526 | Vauvillers | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70008 | Ainvelle | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70242 | Fontenois-la-Ville | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70323 | Mailleroncourt-Saint-Pancras | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70194 | Cuve | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70440 | Recologne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70249 | Francaumont | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|--------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70315 | Magnoncourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70269 | Girefontaine | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70006 | Aillevillers-et-Lyaumont | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70290 | Jasney | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70083 | Bouligney | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70568 | Villers-Vaudey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70340 | Membrey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70491 | Seveux-Motey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70017 | Anchenoncourt-et-Chazel | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70037 | Autet | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70338 | Melincourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70237 | Fleurey-lès-Lavoncourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70251 | Francourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70369 | Mont-Saint-Léger | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70442 | Renaucourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70284 | Hautevelle | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70231 | Ferrières-lès-Ray | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70299 | Lavoncourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70448 | Roche-et-Raucourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70574 | Volon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70171 | Corbenay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70099 | Brotte-lès-Ray | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70511 | Vaite | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70201 | Delain | OUI |

17

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|----------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70204 | Denèvre | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70198 | Dampierre-sur-Salon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70438 | Ray-sur-Saône | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70499 | Theuley | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70368 | Montot | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70247 | Fouvent-Saint-Andoche | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70502 | Tincey-et-Pontrebeau | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | 70512 | La Vaivre | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70520 | Vanne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70003 | Achey | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70198 | Dampierre-sur-Salon | 70546 | Vereux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | 71229 | Les Guerreaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | 71382 | Saint-Agnan | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71473 | Saint-Racho | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 71143 | Condal | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 71558 | Varennnes-Saint-Sauveur | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 7109 | Charolles | 71279 | Le Rousset-Marizy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 7109 | Charolles | 71285 | Martigny-le-Comte | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71008 | Anglure-sous-Dun | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 71177 | Dommartin-lès-Cuiseaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71327 | Mussy-sous-Dun | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71141 | Colombier-en-Brionnais | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71185 | Dyo | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71421 | Saint-Germain-en-Brionnais | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | 71325 | La Motte-Saint-Jean | OUI |

18

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|----------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 71300 | Le Miroir | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71148 | Coublanc | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71160 | Curbigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71437 | Saint-Laurent-en-Brionnais | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71559 | Varennnes-sous-Dun | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71483 | Saint-Symphorien-des-Bois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71060 | Briant | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 71243 | Joudes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 71157 | Cuiseaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | 71079 | Champagnat | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | 71557 | Varenne-Saint-Germain | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71337 | Oyé | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71006 | Amanzé | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71116 | Châtenay | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71218 | Gibles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71120 | Chauffailles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | 71348 | Perrigny-sur-Loire | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58062 | Château-Chinon (Ville) | 71009 | Anost | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 7109 | Charolles | 71477 | Saint-Romain-sous-Gourdon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 7109 | Charolles | 71356 | Pouilloux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | 71176 | Digoin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71041 | Bois-Sainte-Marie | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71561 | Vauban | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71553 | Vareilles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71022 | Baudemont | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|-------|-------------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71133 | La Clayette | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71316 | Montmelard | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71095 | La Chapelle-sous-Dun | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71133 | La Clayette | 71399 | Saint-Christophe-en-Brionnais | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71451 | Saint-Martin-de-Lixy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71428 | Saint-Igny-de-Roche | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71110 | Chassigny-sous-Dun | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | 71370 | Rigny-sur-Arroux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71533 | Tancon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71463 | Saint-Maurice-lès-Châteauneuf | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | 71113 | Châteauneuf | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89391 | Sergines | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89302 | Plessis-Saint-Jean | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89400 | Sougères-en-Puisaye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89390 | Serbonnes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89124 | Courlon-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89051 | Les Bordes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89405 | Les Hauts de Forterre | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89456 | Villemanoche | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | 89462 | Villeneuve-les-Genêts | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89074 | Champigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89480 | Vinneuf | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89353 | Saint-Martin-d'Ordon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89182 | Fouronnes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89440 | Verlin | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|--------------------------|-------|----------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | 89133 | Cudot | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89369 | Saint-Sérotin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89142 | Dixmont | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89094 | Chaumot | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89158 | Étais-la-Sauvin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | 89416 | Thury | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | 89073 | Champignelles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89327 | Rousson | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89331 | Sainpuits | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89125 | Courson-les-Carières | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | 89216 | Lainsecq | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 89385 | Sennevoy-le-Bas | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 89386 | Sennevoy-le-Haut | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89057 | Brosses | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | 89215 | Lain | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | 89367 | Saints-en-Puisaye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89091 | Châtel-Censoir | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | 89086 | Charny Orée de Puisaye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89252 | Merry-Sec | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89253 | Merry-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89060 | Bussy-le-Repos | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89148 | Drues-les-Belles-Fontaines | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89177 | Fontenay-sous-Fouronnes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89229 | Lixy | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|--------------------------|-------|---------------------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | 89187 | Gigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89255 | Michery | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89189 | Gisy-les-Nobles | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89465 | Villeperrot | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89348 | Saint-Julien-du-Sault | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89245 | Marsangy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89291 | Passy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89020 | Asnières-sous-Bois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89238 | Mailly-le-Château | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89071 | Chamoux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | 89273 | Moutiers-en-Puisaye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89309 | Pont-sur-Yonne | 89309 | Pont-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89007 | Andryes | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89164 | Festigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89368 | Saint-Sauveur-en-Puisaye | 89420 | Treigny-Perreuse-Sainte-Colombe | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89225 | Lichères-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89468 | Villevallier | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89443 | Véron | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89119 | Coulanges-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89129 | Crain | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 58 | 58079 | Clamecy | 89234 | Lucy-sur-Yonne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89018 | Armeau | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89464 | Villeneuve-sur-Yonne | 89160 | Étigny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 9006 | Delle | 90105 | Villars-le-Sec | OUI |

| | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|-----------|-------|-----------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 90052 | Giromagny | 90065 | Lepuix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 90052 | Giromagny | 90085 | Riervescemont | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 9006 | Delle | 90090 | Saint-Dizier-l'Évêque | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 9006 | Delle | 90030 | Croix | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 90052 | Giromagny | 90102 | Vescemont | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 9006 | Delle | 90009 | Beaucourt | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 9006 | Delle | 90070 | Montbouton | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 90052 | Giromagny | 90052 | Giromagny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 90052 | Giromagny | 90088 | Rougegoutte | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 90052 | Giromagny | 90006 | Auxelles-Haut | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 90 | 90052 | Giromagny | 90005 | Auxelles-Bas | OUI |

COMMUNES HORS REGION

| Région d'attribution | Département d'attribution | N° Bassin de vie/Cantonville (BVCV) | Nom du Bassin de vie/Cantonville | Région Administrative de la commune | Code commune | Libellé de la commune | Modulation |
|-------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|--------------|-----------------------|------------|
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01309 | Pouillat | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01127 | Courmangoux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01124 | Cormoz | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01391 | Salavre | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01432 | Verjon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01445 | Villemotier | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne- | 01147 | Domsure | OUI |

| | | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|----------------------|-------|---------------------------|-----|
| Franche-Comté | | | | Rhône-Alpes | | | |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01029 | Beaupont | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 39 | 39475 | Saint-Amour | Auvergne-Rhône-Alpes | 01108 | Coligny | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | Auvergne-Rhône-Alpes | 03208 | Le Pin | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | Auvergne-Rhône-Alpes | 03239 | Saint-Léger-sur-Vouzance | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | Auvergne-Rhône-Alpes | 03063 | Chassenard | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | Auvergne-Rhône-Alpes | 03177 | Monétay-sur-Loire | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | Auvergne-Rhône-Alpes | 03086 | Coulanges | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71176 | Digoin | Auvergne-Rhône-Alpes | 03173 | Molinet | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 42014 | Belleroche | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 42229 | Saint-Germain-la-Montagne | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 42015 | Belmont-de-la-Loire | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 42086 | Écoche | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | Centre-Val de Loire | 45275 | Saint-Firmin-des-Bois | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | Centre-Val de Loire | 45199 | Melleroy | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | Centre-Val de Loire | 45329 | Triguères | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | Centre-Val de Loire | 45083 | Château-Renard | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | Centre-Val de Loire | 45129 | Douchy-Montcorbon | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 89 | 89086 | Charny Orée de Puisaye | Centre-Val de Loire | 45079 | Le Charme | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | Grand-Est | 52137 | Colmier-le-Bas | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | Grand-Est | 52272 | Lanty-sur-Aube | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 21 | 21154 | Châtillon-sur-Seine | Grand-Est | 52165 | Dancevoir | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 69186 | Saint-Clément-de-Vers | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 69016 | Azolette | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 69161 | Propières | OUI |

| | | | | | | | |
|-------------------------|----|-------|------------------------|----------------------|-------|----------------------|-----|
| Bourgogne-Franche-Comté | 71 | 71120 | Chauffailles | Auvergne-Rhône-Alpes | 69160 | Poule-les-Écharmeaux | OUI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 70 | 70467 | Saint-Loup-sur-Semouse | Grand-Est | 88108 | Le Clerjus | OUI |

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2025-11-13-00009

Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-83 modifiant l'arrêté
ARSBFC-DCPT-2024-65 relatif à l'adoption du
contrat type régional d'aide à la création de
cabinet des masseurs-kinésithérapeutes dans les
zones déficitaires en offre de soin de
kinésithérapie

ARRETE
N° ARSBFC/DCPT/2025-83 modifiant l'arrêté
N° ARSBFC/DCPT/2024-65 du 4 septembre 2024 relatif à
l'adoption du contrat type régional d'aide à la création de cabinet
des masseurs-kinésithérapeutes (CACCMK) dans les zones
déficitaires en offre de soin de kinésithérapie

La directrice de l'agence régionale de santé Bourgogne Franche Comté

VU le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9 et L. 162-14-4 ;

VU le décret en date du 30 juillet 2025, portant nomination de Madame Mathilde Marmier, en qualité de Directrice Générale de l'agence régionale de santé (ARS) de Bourgogne-Franche-Comté à compter du 30 juillet 2025 ;

Vu l'avis ministériel publié le 8 février 2018 relatif à l'avenant n°5 du 6 novembre 2017 et l'arrêté interministériel du 21 août 2023 portant approbation de l'avenant n°7 du 13 juillet 2023 à la convention nationale organisant les rapports entre les masseurs-kinésithérapeutes et l'union nationale des caisses d'assurance maladie signée le 3 avril 2007 ;

VU l'arrêté interministériel du 20 mars 2024 modifiant l'arrêté du 24 septembre 2018 relatif à la méthodologie applicable à la profession de masseur-kinésithérapeute pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté modificatif N° ARSBFC/DCPT/2024-87 du 5 novembre 2024 portant rectification d'erreurs matérielles contenues dans l'annexe 1 de l'arrêté N° ARSBFC/DCPT/2024-44 du 18 juillet 2024 modifiant l'arrêté N° ARSBFC/DOS/ASPU/18-224 du 14 décembre 2018 relatif à la détermination des zones caractérisées par un offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de masseur-kinésithérapeute, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté N° ARSBFC/DCPT/2024-65 du 4 septembre 2024 relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à la création de cabinet des masseurs-kinésithérapeutes (CACCMK) dans les zones déficitaires en offre de soin de kinésithérapie ;

VU l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-82 du 13 novembre 2025 relatif à la détermination des zones caractérisées comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones très sous dotées identifiées par l'ARS conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique, permettant une modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie ;

CONSIDERANT que l'arrêté modificatif N° ARSBFC/DCPT/2024-87 du 5 novembre 2024 a fixé les zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant

la profession de masseurs-kinésithérapeutes sur la région Bourgogne-Franche-Comté, notamment les zones dites « très sous dotées » ;

CONSIDERANT que les avenants n°5 et 7 à la convention nationale du 3 avril 2007 prévoient qu'un contrat type régional d'aide à la création de cabinet de masseurs-kinésithérapeutes (CACCMK) en zone très sous dotée doit être arrêté par l'ARS ;

CONSIDERANT que ce contrat est signé entre le masseur-kinésithérapeute, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'ARS ;

CONSIDERANT que ce contrat vise à favoriser la création et la reprise de cabinets de masseurs-kinésithérapeutes libéraux conventionnés dans les zones très sous-dotées, par le versement d'une aide financière par l'Assurance Maladie permettant de gérer l'investissement lié à la création d'un cabinet de kinésithérapie ;

CONSIDERANT que les avenants n°5 et 7 à la convention nationale susvisés prévoient que l'ARS peut décider, via le contrat-type considéré, de moduler le montant des aides versées par l'Assurance Maladie, lorsque l'activité des masseurs-kinésithérapeutes est située dans l'une des zones identifiées par l'ARS comme particulièrement déficitaire parmi les zones « très sous dotées » ;

QUE lesdits avenants prévoient que la modulation décidée par l'ARS ne peut être accordée au maximum que dans 20% des zones « très sous dotées » et que la majoration ne peut excéder 20% du montant des aides forfaitaires versées par l'Assurance Maladie ;

CONSIDERANT que l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-82 du 6 novembre 2025 a fixé les zones considérées comme particulièrement déficitaires sur la région Bourgogne-Franche-Comté dans la limite du seuil de 20% des zones « très sous dotées » ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le contrat-type régional d'aide à la création de cabinet de masseurs-kinésithérapeutes (CACCMK), fixé par l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-65 du 18 juillet 2024, afin d'y intégrer les engagements de l'ARS relatifs à la modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie pour les zones considérées comme particulièrement déficitaires ;

ARRETE

Article 1 : Le contrat-type régional d'aide à la création de cabinet de masseur-kinésithérapeute (CACCMK), est modifié afin d'y intégrer les engagements de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté relatifs à la modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie. La version consolidée du contrat-type est annexée au présent arrêté.

Article 2 : Les contrats d'aide à la création de cabinet (CACCMK), conclus depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-65 du 18 juillet 2024 relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à la création de cabinet des masseurs-kinésithérapeutes dans les zones déficitaires en offre de soin de kinésithérapie, pourront faire l'objet d'un avenant, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les masseurs-kinésithérapeutes éligibles à la modulation fixée par l'agence régionale de santé.


Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- D'un recours gracieux auprès de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;
- D'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé ;
- D'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 : Le directeur du cabinet, du pilotage et des territoires de l'Agence Régionale de Santé de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 13 novembre 2025

La Directrice Générale,



Mathilde Marmier

Annexe 1 - Contrat type régional d'aide à la création de cabinet des masseurs-kinésithérapeutes (CACCMK) dans les zones déficitaires en offre de soins de kinésithérapie

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 10 mai 2007 portant approbation de la convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes et reconduite le 10 mai 2017 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de masseur-kinésithérapeute pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;
-
- Vu l'arrêté modificatif N°ARSBFC/DCPT/2024-87 du 5 novembre 2024 portant rectification d'erreurs matérielles contenues dans l'annexe 1 de l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-44 du 18 juillet 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de masseur-kinésithérapeute pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-82 du 13 novembre 2025, relatif à la détermination des zones caractérisées comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones très sous dotées identifiées par l'ARS conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique, permettant une modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie ;
- Vu l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-83 du 13 novembre 2025 de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à la création de cabinet des masseurs-kinésithérapeutes (CACCMK) en zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins pris sur la base du contrat type national prévu à l'article 1.3.1 et à l'Annexe 5 de la convention nationale modifiée par l'avenant 7 approuvé par arrêté interministériel du 21 août 2023 ;
- Considérant que l'avenant n°7 à la convention nationale destinée à organiser les rapports entre les masseurs-kinésithérapeutes libéraux et l'union nationale des caisses d'assurance maladie prévoit qu'un contrat type régional d'aide à la création de cabinet de masseurs-kinésithérapeutes en zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins doit être arrêté par les directeurs généraux des ARS
- Il est conclu entre, d'une part la caisse primaire d'assurance maladie / la caisse générale de sécurité sociale (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

Représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

L'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région :

Adresse :

Représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

Et, d'autre part, le masseur-kinésithérapeute :

Nom, Prénom

Inscrit au tableau de l'ordre du conseil départemental de :

Numéro RPPS :

Numéro AM :

Adresse professionnelle :

un contrat d'aide à la création de cabinet des masseurs-kinésithérapeutes dans les zones considérées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins de kinésithérapie.

Article 1. Champ du contrat d'aide à la création de cabinet

Article 1.1. Objet du contrat d'aide à la création de cabinet

Ce contrat vise à favoriser la création et la reprise de cabinet de masseurs-kinésithérapeutes libéraux conventionnés dans les zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique définies par l'agence régionale de santé et caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins, par le versement d'une aide financière permettant de gérer l'investissement lié à la création d'un cabinet de kinésithérapie.

Article 1.2. Bénéficiaires du contrat d'aide à la création de cabinet

Le présent contrat est proposé aux masseurs-kinésithérapeutes libéraux conventionnés qui créent ou reprennent un cabinet dans une zone très sous dotée prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique définies par l'agence régionale de santé et caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins définies comme étant « très sous dotées ».

Le masseur-kinésithérapeute ayant exercé auparavant dans le cadre d'un contrat d'aide à l'installation (CAIMK) ou d'aide au maintien (CAMMK) peut adhérer à ce contrat dès lors qu'il crée un cabinet libéral de kinésithérapie.

Si le masseur-kinésithérapeute a adhéré au contrat d'aide à l'installation (CAIMK) et bénéficié des aides forfaitaires, les sommes correspondantes seront déduites du montant de l'aide versée au titre du contrat d'aide à la création de cabinet.

Le masseur-kinésithérapeute qui crée ou reprend un cabinet dans une zone « très sous dotée », dans l'année précédant la demande d'adhésion au contrat, peut adhérer à cette option conventionnelle.

Si plusieurs masseurs-kinésithérapeutes créent une activité de groupe, dans l'année

précédant la demande d'adhésion au présent contrat, le CACCMK peut être conclu par chacun d'entre eux. Dans ce cas, les obligations du contrat demeurent individuelles et le non-respect de celles-ci par l'un des membres du groupe n'affectent pas ses autres membres. Les aides sont elles aussi versées à titre individuel.

Ces bénéficiaires peuvent exercer dans le cadre suivant :

- l'exercice individuel d'un masseur-kinésithérapeute libéral conventionné, recourant à un masseur-kinésithérapeute remplaçant afin d'assurer la continuité des soins ;
- l'exercice en groupe, qui s'entend comme le regroupement d'au moins deux masseurs-kinésithérapeutes libéraux conventionnés dans les mêmes locaux, installés dans une zone « très sous-dotée » et liés entre eux par :
 - o un contrat de société civile professionnelle (SCP) ou de société d'exercice libéral (SEL) ;
 - o par tout autre contrat de société dès lors que ce contrat a été validé par l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes ;
- l'exercice pluri-professionnel :
 - o cabinet pluri-professionnel ;
 - o maison de santé pluri-professionnelle ;
 - o ou toute autre forme d'exercice pluri-professionnel reconnue réglementairement dès lors que l'ensemble des professionnels concernés exerce dans les mêmes locaux.

Un masseur-kinésithérapeute, déjà installé dans la zone dans les trois ans précédant sa demande d'adhésion, ne peut souscrire au contrat d'aide à la création de cabinet, à l'exception des collaborateurs et assistants libéraux.

Le masseur-kinésithérapeute ne peut bénéficier qu'une seule fois de ce contrat, celui-ci étant conclu intuitu personae. Ce contrat n'est pas cumulable avec les contrats d'aide à l'installation (CAIMK), de maintien de l'activité (CAMMK) ou le contrat incitatif masseur-kinésithérapeute (CIMK).

Il peut néanmoins être signataire et bénéficiaire, à l'expiration du présent contrat (CACCMK), du contrat d'aide au maintien de l'activité (CAMMK) en zone déficitaire.

Article 2. Engagements des parties dans le contrat d'aide à la création de cabinet

Article 2.1. Engagements du masseur-kinésithérapeute

Le masseur-kinésithérapeute s'engage à :

- Créer ou reprendre un cabinet et exercer une activité libérale conventionnée dans les zones « très sous dotées » pour toute la durée du contrat, soit 5 ans ;
- Réaliser un minimum de 2 000 actes la première année et 3 000 actes les années suivantes, dont 50% de son activité libérale conventionnée dans la zone « très sous dotée ».
- Remplir les conditions lui permettant de percevoir les aides à l'équipement informatique du cabinet professionnel prévues à l'article 4.9 de la convention nationale.

A titre optionnel, le masseur-kinésithérapeute peut également s'engager à exercer les fonctions de maître de stage prévues à l'article L.4381-1 du code de la santé publique à accueillir en stage des étudiants en kinésithérapie.

Article 2.2. Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

En contrepartie des engagements du masseur-kinésithérapeute définis à l'article 2.1, l'assurance maladie s'engage à verser au masseur-kinésithérapeute une aide à la création de cabinet d'un montant de 49 000 euros pour le masseur-kinésithérapeute réalisant un minimum de 3 000 actes par an.

Pour le masseur-kinésithérapeute réalisant entre 1 500 actes et 3 000 actes par an, le montant de l'aide est proratisé sur la base de 100% pour 3 000 actes par an. Pour la 1ère année, le montant de l'aide est proratisé entre 1 000 et 2 000 actes sur la base de 100% pour 2 000 actes.

Cette aide est versée en quatre fois :

- o 30 000 euros à la signature du contrat (année N),
- o 9 000 euros en année N+2 (au titre de l'année N+1)
- o 5 000 euros en année N+3 (au titre de N+2)
- o 5 000 euros en année N+4 (au titre de N+3)

Pour la 1ère année, le versement de l'aide a lieu à la signature du contrat. Les versements suivants ont lieu au titre de chaque année avant le 30 avril des années suivantes.

Le masseur-kinésithérapeute adhérant au présent contrat bénéficie également d'une rémunération complémentaire de 300 euros par mois pour l'accueil d'un étudiant stagiaire à temps plein, dans les conditions légales et réglementaires, pendant la durée de son stage de 4ème et 5ème année d'études

Ce montant est proratisé en cas d'accueil à temps partiel d'un stagiaire.

Modulation régionale par l'ARS du montant de l'aide à la création de cabinet versée par l'Assurance maladie dans certaines zones identifiées comme particulièrement déficitaires parmi les zones « très sous dotées », en respect des arrêtés en vigueur pris par l'ARS.

Pour les masseurs-kinésithérapeutes réalisant un minimum de 3000 actes, dont 50% auprès de patients résidents en zone « très sous dotée » particulièrement déficitaire, la majoration est fixée à 9800 €.

Pour les masseurs-kinésithérapeutes réalisant entre 1500 actes et 3000 actes par an, le montant de la majoration de l'aide est proratisé sur la base de 100% pour 3000 actes par an.

Pour la 1ère année, le montant de la majoration de l'aide est proratisé entre 1000 et 2000 actes sur la base de 100% pour 2000 actes.

La majoration de l'aide est versée en cinq fois soit 1960 € par an.

Article 3. Durée du contrat d'aide à la création de cabinet

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties, sans possibilité de renouvellement.

Article 4. Résiliation du contrat d'aide à la création de cabinet

Article 4.1. Rupture d'adhésion à l'initiative du masseur-kinésithérapeute

Le masseur-kinésithérapeute peut décider de résilier son adhésion au contrat avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie, du ressort du cabinet principal du professionnel, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation. La caisse d'assurance maladie informera l'agence régionale de santé de cette résiliation.

Dans ce cas, la caisse d'assurance maladie du ressort du cabinet principal du professionnel procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide à l'installation au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par le masseur-kinésithérapeute. La somme proratisée à récupérer est calculée sur la base de la valeur totale de l'aide versée pour l'ensemble du contrat.

Article 4.2. Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

a) Ouverture de la procédure de résiliation de l'option conventionnelle

En cas de non-respect par le masseur-kinésithérapeute de tout ou partie de ses engagements, le directeur de la caisse l'informe par lettre recommandée avec accusé de réception de son intention de résilier l'option conventionnelle. La caisse d'assurance maladie informera de manière concomitante l'agence régionale de santé et les membres de la CPD de cette décision.

Le masseur-kinésithérapeute dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations.

En l'absence d'observations du masseur-kinésithérapeute dans le délai imparti, la caisse notifie au masseur-kinésithérapeute sa décision de résilier le contrat et récupère les sommes indûment versées au titre de l'option conventionnelle au prorata de la durée restant à couvrir dans le contrat au moment de la résiliation.

b) Avis de la commission paritaire départementale

Si le masseur-kinésithérapeute présente ses observations à la caisse, le directeur de la CPAM saisit la CPD pour avis et informe le masseur-kinésithérapeute de cette saisie. Il transmet à la CPD les éléments du dossier de la procédure.

La CPD rend alors un avis dans un délai de 30 jours. Elle peut demander des compléments d'information et à entendre le masseur-kinésithérapeute. Le masseur-kinésithérapeute peut également être entendu à sa demande ou à celle de la CPD.

A défaut d'avis rendu dans ce délai, celui-ci est réputé rendu.

Au regard de cet avis, le directeur de la CPAM notifie au masseur-kinésithérapeute concerné sa décision de maintien ou de résiliation de l'option conventionnelle dans un délai de 15 jours suivant l'avis.

La décision est motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La CPD est tenue informée de la décision du directeur de la CPAM sur le dossier.

c) Procédure en cas de contradiction entre l'avis de la CPD et du Directeur de la CPAM

Quand le projet de décision du directeur de la CPAM est différent de l'avis rendu par la CPD, la CPN est saisie de ce projet sous 15 jours par la CPAM. Le masseur-kinésithérapeute et la CPD sont tenus informés de cette saisine.

La CPN dispose alors d'un délai de 30 jours pour rendre un avis, par un vote aux deux tiers des voix des membres de la commission. En l'absence d'avis rendu par la CPN dans ce délai, un avis conforme à la décision du directeur de la CPAM est réputé rendu.

Si la CPN rend un avis conforme au projet de décision du directeur de la CPAM, elle le transmet au directeur de la CPAM dans un délai d'un mois à compter de la saisine.

Si la CPN rend un avis différent du projet de décision du directeur de la CPAM, le secrétariat de la CPN sollicite pour avis dans les 15 jours le directeur général de l'UNCAM. Le directeur général de l'UNCAM dispose alors de 30 jours pour rendre un avis. Le secrétariat de la CPN transmet ensuite, dans les 15 jours suivant cet avis, au directeur de la CPAM l'avis de la CPN et du directeur général de l'UNCAM.

Le directeur de la CPAM notifie alors au masseur-kinésithérapeute, par lettre recommandée avec accusé de réception, la décision de maintien ou de résiliation de l'option conventionnelle dans un délai de 15 jours suivant la transmission du ou des avis. Il en adresse une copie aux membres de la CPD.

En cas de résiliation de l'option conventionnelle, la caisse récupère les sommes indûment versées au titre de l'option conventionnelle au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation.

Article 5. Conséquences d'une modification des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins

En cas de modification par l'ARS des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévus au 1° de l'article L.1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'exercice du masseur-kinésithérapeute adhérent de la liste des zones précitées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par le masseur-kinésithérapeute ou la caisse d'assurance maladie.

Le masseur-kinésithérapeute

Nom Prénom

La caisse d'assurance maladie

Nom Prénom

L'agence régionale de santé

Nom Prénom

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2025-11-13-00010

Arrêté ARSBFC-DCPT-2025-86 modifiant l'arrêté
ARSBFC-DCPT-2024-66 relatif à l'adoption du
contrat type régional d'aide à l'installation des
masseurs-kinésithérapeutes dans les zones
déficitaires en offre de soins de kinésithérapie

ARRETE
N° ARSBFC/DCPT/2025-86 modifiant l'arrêté
N° ARSBFC/DCPT/2024-66 du 4 septembre 2024 relatif à
l'adoption du contrat type régional d'aide à l'installation des
masseurs-kinésithérapeutes dans les zones déficitaires en offre
de soins de kinésithérapie

La directrice de l'agence régionale de santé de l'ARS Bourgogne Franche Comté

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9 et L. 162-14-4 ;

Vu le décret en date du 30 juillet 2025, portant nomination de Madame Mathilde Marmier, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté à compter du 30 juillet 2025 ;

Vu l'avis ministériel publié le 8 février 2018 relatif à l'avenant n°5 du 6 novembre 2017 et l'arrêté interministériel du 21 août 2023 portant approbation de l'avenant n°7 du 13 juillet 2023 à la convention nationale organisant les rapports entre les masseurs-kinésithérapeutes et l'union nationale des caisses d'assurance maladie signée le 3 avril 2007 ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 mars 2024 modifiant l'arrêté du 24 septembre 2018 relatif à la méthodologie applicable à la profession de masseur-kinésithérapeute pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté modificatif N° ARSBFC/DCPT/2024-87 du 5 novembre 2024 portant rectification d'erreurs matérielles contenues dans l'annexe 1 de l'arrêté N° ARSBFC/DCPT/2024-44 du 18 juillet 2024 modifiant l'arrêté N° ARSBFC/DOS/ASPU/18-224 du 14 décembre 2018 relatif à la détermination des zones caractérisées par un offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de masseur-kinésithérapeute, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté N° ARSBFC/DCPT/2024-66 du 4 septembre 2024 relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes dans les zones déficitaires en offre de soins de kinésithérapie ;

VU l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-82 du 13 novembre 2025 relatif à la détermination des zones caractérisées comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones très sous dotées identifiées par l'ARS conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique, permettant une modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie ;

CONSIDERANT que l'arrêté modificatif N°ARSBFC/DCPT/2024-87 du 5 novembre 2024 a fixé les zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de masseurs-kinésithérapeutes sur la région Bourgogne-Franche-Comté, notamment les zones dites « très sous dotées » ;

CONSIDERANT que les avenants n°5 et 7 à la convention nationale du 3 avril 2007 prévoient qu'un contrat type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes (CAIMK) en zone « très sous dotée » doit être arrêté par l'ARS ;

CONSIDERANT que ce contrat est signé entre le masseur-kinésithérapeute, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'ARS ;

CONSIDERANT que ce contrat vise à accompagner et à faciliter l'installation des masseurs-kinésithérapeutes libéraux, dans un cabinet existant dans la zone déficitaire en offre de soins de masso-kinésithérapie, par le versement d'une aide financière permettant de gérer cette période d'investissement générée par le début d'activité en exercice libéral.

CONSIDERANT que les avenants n°5 et 7 à la convention nationale susvisés prévoient que l'ARS peut décider, via le contrat-type considéré, de moduler le montant des aides versées par l'Assurance Maladie, lorsque l'activité des masseurs-kinésithérapeutes est située dans l'une des zones identifiées par l'ARS comme particulièrement déficitaire parmi les zones « très sous dotées » ;

QUE lesdits avenants prévoient que la modulation décidée par l'ARS ne peut être accordée au maximum que dans 20% des zones « très sous dotées » et que la majoration ne peut excéder 20% du montant des aides forfaitaires versées par l'Assurance Maladie ;

CONSIDERANT que l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-82 du 6 novembre 2025 a fixé les zones considérées comme particulièrement déficitaires sur la région Bourgogne-Franche-Comté dans la limite du seuil de 20% des zones « très sous dotées » ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le contrat-type régional d'aide à l'installation de masseurs-kinésithérapeutes (CAIMK), fixé par l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-66 du 4 septembre 2024, afin d'y intégrer les engagements de l'ARS relatifs à la modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie pour les zones considérées comme particulièrement déficitaires ;

ARRETE

Article 1 : Le contrat-type régional d'aide à l'installation de masseur-kinésithérapeute (CAIMK), est modifié afin d'y intégrer les engagements de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté relatifs à la modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie. La version consolidée du contrat-type est annexée au présent arrêté.

Article 2 : Les contrats d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes (CAIMK), conclus depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-66 du 4 septembre 2024 relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes dans les zones déficitaires en offre de soin de kinésithérapie, pourront faire l'objet d'un avenant, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les masseurs-kinésithérapeutes éligibles à la modulation fixée par l'agence régionale de santé.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- D'un recours gracieux auprès de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;
- D'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé ;
- D'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du

Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 : Le directeur du cabinet, du pilotage et des territoires de l'Agence Régionale de Santé de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 13 novembre 2025

La Directrice Générale,



Mathilde Marmier

Annexe 1 - Contrat type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes (CAIMK) dans les zones déficitaires en offre de soins de kinésithérapie

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 10 mai 2007 portant approbation de la convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes et reconduite le 10 mai 2017 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de masseur-kinésithérapeute pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté modificatif N°ARSBFC/DCPT/2024-87 du 5 novembre 2024 portant rectification d'erreurs matérielles contenues dans l'annexe 1 de l'arrêté N°ARSBFC/DCPT/2024-44 du 18 juillet 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de masseur-kinésithérapeute pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-82 du 13 novembre 2025, relatif à la détermination des zones caractérisées comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones très sous dotées identifiées par l'ARS conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique, permettant une modulation des aides financières versées par l'Assurance Maladie ;
- Vu l'arrêté ARSBFC/DCPT/2025-86 du 13 novembre 2025 de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté relatif à l'adoption du contrat type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes (CAIMK) en zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins pris sur la base du contrat type national prévu à l'article 1.3.1 et à l'Annexe 5 de la convention nationale modifiée par l'avenant 7 approuvé par arrêté interministériel du 21 août 2023 ;
- Considérant que l'avenant n°7 à la convention nationale destinée à organiser les rapports entre les masseurs-kinésithérapeutes libéraux et l'union nationale des caisses d'assurance maladie prévoit qu'un contrat type régional d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes en zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins doit être arrêté par les directeurs généraux des ARS
- Il est conclu entre, d'une part la caisse primaire d'assurance maladie (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

Représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

L'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région :

Adresse :

Représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

Et, d'autre part, le masseur-kinésithérapeute :

Nom, Prénom

Inscrit au tableau de l'ordre du conseil départemental de :

Numéro RPPS :

Numéro AM :

Adresse professionnelle :

un contrat d'aide à l'installation des masseurs-kinésithérapeutes dans les zones considérées par une insuffisance de l'offre de soins ou des difficultés d'accès aux soins de kinésithérapie.

Article 1. Champ du contrat d'aide à l'installation

Article 1.1. Objet du contrat d'aide à l'installation

Ce contrat d'aide à l'installation vise à accompagner et à faciliter l'installation des masseurs-kinésithérapeutes libéraux, dans un cabinet existant dans la zone très sous dotée par le versement d'une aide financière permettant de gérer cette période d'investissement générée par le début d'activité en exercice libéral.

Article 1.2. Bénéficiaires du contrat d'aide à l'installation

Le présent contrat est proposé aux masseurs-kinésithérapeutes libéraux conventionnés qui s'installent ou sont installés depuis moins d'un an à la date d'adhésion et exercent en libéral dans une zone prévue au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique définies par l'agence régionale de santé et caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins définies comme étant très sous dotées.

Ces bénéficiaires peuvent exercer dans le cadre suivant :

- l'exercice en groupe, qui s'entend comme le regroupement d'au moins deux masseurs-kinésithérapeutes libéraux conventionnés dans les mêmes locaux, installés dans une zone « très sous-dotée » et liés entre eux par :
 - o un contrat de société civile professionnelle (SCP) ou de société d'exercice libéral (SEL) ;
 - o un contrat de collaborateur libéral ;
 - o un contrat d'assistant libéral ;
 - o par tout autre contrat de société dès lors que ce contrat a été validé par l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes.
- l'exercice pluri-professionnel :
 - o cabinet pluri-professionnel ;
 - o maison de santé pluri-professionnelle ;
 - o ou toute autre forme d'exercice pluri-professionnel reconnue réglementairement dès lors que l'ensemble des professionnels concernés exerce dans les mêmes locaux.

Le masseur-kinésithérapeute ne peut bénéficier qu'une seule fois de ce contrat, celui-ci étant conclu intuitu personae. Ce contrat n'est pas cumulable avec le contrat de maintien de l'activité (CAMMK), avec le contrat d'aide à la création de cabinet (CACCMK), ni avec le contrat incitatif masseur-kinésithérapeute (CIMK).

Le masseur-kinésithérapeute peut néanmoins être signataire et bénéficiaire, à l'expiration du présent contrat (CAIMK), du contrat d'aide au maintien de l'activité (CAMMK) en zone déficitaire.

Article 2. Engagements des parties dans le contrat d'aide à l'installation

Article 2.1. Engagements du masseur-kinésithérapeute

Le masseur-kinésithérapeute s'engage à :

- venir exercer son activité libérale conventionnée dans les zones prévues au 1° de l'article L.1434-4 du code de santé publique définies par l'agence régionale de santé et caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins, en zone très sous dotées, pour toute la durée du contrat, soit 5 ans ;
- réaliser un minimum de 2 000 actes la première année et 3 000 actes les années suivantes, dont 50% d'actes auprès de patients résidant en zone très sous dotée
- remplir les conditions lui permettant de percevoir les aides à l'équipement informatique du cabinet professionnel prévues à l'article 4.9 de la convention nationale.

A titre optionnel, le masseur-kinésithérapeute peut également s'engager à exercer les fonctions de maître de stage prévues à l'article L.4381-1 du code de la santé publique à accueillir en stage des étudiants en kinésithérapie.

Article 2.2. Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

En contrepartie des engagements du masseur-kinésithérapeute définis à l'article 2.1, l'assurance maladie s'engage à lui verser une aide à l'installation d'un montant de 34 000 euros pour le masseur kinésithérapeute réalisant un minimum de 3000 actes par an.

Pour le masseur-kinésithérapeute réalisant entre 1 500 actes et 3 000 actes par an, le montant de l'aide est proratisé sur la base de 100% pour 3 000 actes par an. Pour la 1ère année, le montant de l'aide est proratisé entre 1 000 et 2 000 actes sur la base de 100% pour 2 000 actes par an.

Cette aide est versée en quatre fois :

- 15 000 euros à la signature du contrat (année N)
- 9 000 euros en année N+2 (au titre de l'année N+1)
- 5 000 euros en année N+3 (au titre de N+2)
- 5 000 euros en année N+4 (au titre de N+3)

Pour la 1ère année, le versement de l'aide a lieu à la signature du contrat. Les versements suivants ont lieu au titre de chaque année avant le 30 avril de l'année civile suivante.

Le masseur-kinésithérapeute adhérant au présent contrat bénéficie également d'une rémunération complémentaire de 300 euros par mois pour l'accueil d'un étudiant stagiaire à temps plein, dans les conditions légales et réglementaires, pendant la durée de son stage de 4ème et 5ème année d'études. Ce montant est proratisé en cas d'accueil à temps partiel d'un stagiaire.

Modulation régionale du montant de l'aide à l'installation dans certaines zones identifiées comme particulièrement fragiles.

L'Agence Régionale de Santé peut décider d'adapter l'aide à l'installation pour les masseurs-kinésithérapeutes adhérant au présent contrat exerçant dans des zones identifiées par l'agence régionale de santé comme particulièrement déficitaires en masseurs-kinésithérapeutes parmi les zones très sous dotées.

Cette majoration ne peut excéder 20% du montant des aides forfaitaires prévues au présent article.

L'Agence Régionale de Santé peut moduler la majoration en fonction de la zone d'installation du masseur-kinésithérapeute.

Cette modulation peut être accordée au maximum dans 20% des zones « très sous dotées ».

Majoration de 6800 € pour les MK réalisant un minimum de 3000 actes dont 50% auprès de patients résidents en zone « très sous dotée »

Pour les MK réalisant entre 1500 actes et 3000 actes par an, le montant de la majoration de l'aide est proratisé sur la base de 100% pour 3000 actes par an.

Pour la 1ère année, le montant de la majoration de l'aide est proratisé entre 1000 et 2000 actes sur la base de 100% pour 2000 actes.

La majoration est versée en 5 fois soit 1360€ par an.

Article 3. Durée du contrat d'aide à l'installation

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties, sans possibilité de renouvellement.

Article 4. Résiliation du contrat d'aide à l'installation

Article 4.1. Rupture d'adhésion à l'initiative du masseur-kinésithérapeute

Le masseur-kinésithérapeute peut décider de résilier son adhésion au contrat avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie, du ressort du cabinet principal du professionnel, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation. La caisse d'assurance maladie informera l'agence régionale de santé de cette résiliation.

Dans ce cas, la caisse d'assurance maladie du ressort du cabinet principal du professionnel procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide à l'installation au

7

prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par le masseur-kinésithérapeute. La somme proratisée à récupérer est calculée sur la base de la valeur totale de l'aide versée pour l'ensemble du contrat.

Article 4.2. Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

a) Ouverture de la procédure de résiliation de l'option conventionnelle

En cas de non-respect par le masseur-kinésithérapeute de tout ou partie de ses engagements, le directeur de la caisse l'informe par lettre recommandée avec accusé de réception de son intention de résilier l'option conventionnelle. La caisse d'assurance maladie informera de manière concomitante l'agence régionale de santé et les membres de la CPD de cette décision.

Le masseur-kinésithérapeute dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations.

En l'absence d'observations du masseur-kinésithérapeute dans le délai imparti, la caisse notifie au masseur-kinésithérapeute sa décision de résilier le contrat et récupère les sommes indûment versées au titre de l'option conventionnelle au prorata de la durée restant à couvrir dans le contrat au moment de la résiliation.

b) Avis de la commission paritaire départementale

Si le masseur-kinésithérapeute présente ses observations à la caisse, le directeur de la CPAM saisit la CPD pour avis et informe le masseur-kinésithérapeute de cette saisine. Il transmet à la CPD les éléments du dossier de la procédure.

La CPD rend alors un avis dans un délai de 30 jours. Elle peut demander des compléments d'information et à entendre le masseur-kinésithérapeute. Le masseur-kinésithérapeute peut également être entendu à sa demande ou à celle de la CPD.

A défaut d'avis rendu dans ce délai, celui-ci est réputé rendu.

Au regard de cet avis, le directeur de la CPAM notifie au masseur-kinésithérapeute concerné sa décision de maintien ou de résiliation de l'option conventionnelle dans un délai de 15 jours suivant l'avis.

La décision est motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La CPD est tenue informée de la décision du directeur de la CPAM sur le dossier.

c) Procédure en cas de contradiction entre l'avis de la CPD et du Directeur de la CPAM

Quand le projet de décision du directeur de la CPAM est différent de l'avis rendu par la CPD, la CPN est saisie de ce projet sous 15 jours par la CPAM. Le masseur-kinésithérapeute et la CPD sont tenus informés de cette saisine.

La CPN dispose alors d'un délai de 30 jours pour rendre un avis, par un vote aux deux tiers des voix des membres de la commission. En l'absence d'avis rendu par la CPN dans ce délai, un avis conforme à la décision du directeur de la CPAM est réputé rendu.

Si la CPN rend un avis conforme au projet de décision du directeur de la CPAM, elle le transmet au directeur de la CPAM dans un délai d'un mois à compter de la saisine.

Si la CPN rend un avis différent du projet de décision du directeur de la CPAM, le secrétariat de la CPN sollicite pour avis dans les 15 jours le directeur général de l'UNCAM. Le directeur général de l'UNCAM dispose alors de 30 jours pour rendre un avis. Le secrétariat de la CPN transmet ensuite, dans les 15 jours suivant cet avis, au directeur de la CPAM l'avis de la CPN et du directeur général de l'UNCAM.

Le directeur de la CPAM notifie alors au masseur-kinésithérapeute, par lettre recommandée avec accusé de réception, la décision de maintien ou de résiliation de l'option conventionnelle dans un délai de 15 jours suivant la transmission du ou des avis. Il en adresse une copie aux membres de la CPD.

En cas de résiliation de l'option conventionnelle, la caisse récupère les sommes indûment versées au titre de l'option conventionnelle au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation.

Article 5. Conséquences d'une modification des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins

En cas de modification par l'ARS des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévus au 1° de l'article L.1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'exercice du masseur-kinésithérapeute adhérent d'une zone « très sous dotée », le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par le masseur-kinésithérapeute ou la caisse d'assurance maladie.

Le masseur-kinésithérapeute

Nom Prénom

La caisse d'assurance maladie

Nom Prénom

L'agence régionale de santé

Nom Prénom

Rectorat de la région académique Bourgogne
Franche-comté

BFC-2025-11-17-00004

ESC Dijon-Bourgogne



Arrêté n°

Portant composition du jury d'admission et de fin d'études du diplôme de l'ESC Dijon-Bourgogne, programme grande école

La Rectrice de la région académique Bourgogne-Franche-Comté
Rectrice de l'académie de Besançon
Chancelière des universités

Vu le code de l'éducation, et notamment les articles L.443-1, L.443-2 et L.641-5 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2001 relatif aux diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur technique privés et consulaires reconnus par l'Etat ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2020 autorisant l'ESC à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et pouvant conférer le grade de master ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2020 portant délégation d'attribution aux recteurs de région académique.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le jury d'admission et de fin d'études du diplôme « Programme grande école » de l'ESC Dijon-Bourgogne est composé comme suit :

- *Président* :

Monsieur Samuel MERCIER, professeur des universités, directeur de l'IAE, université de Bourgogne ;

- *Vice-Président* :

Monsieur Slimane HADDADJ, professeur des universités en sciences de gestion, université de Bourgogne ;

- *Membres* :

Monsieur Thierry RIZZA, expert-comptable, société Grant Thornton ou madame Véronique JOBIC, gérante hôtel relais de la Côte d'Or, Semur-en-Auxois ;

Monsieur Stéphan BOURCIEU, président du directoire, ESC Dijon-Bourgogne ou monsieur Olivier LÉON, directeur général, ESC Dijon-Bourgogne ;

Madame Clara LETIERCE, directrice du programme Grande École, ESC Dijon-Bourgogne ou madame Niki PAPADOPOULOU, directrice des programmes, ESC Dijon-Bourgogne ;

Madame Marta DE MIGUEL DE BLAS, directrice académique et du développement pédagogique, ESC Dijon-Bourgogne ou monsieur Gaël MILLIERE, directeur des opérations, ESC Dijon-Bourgogne ;


- *Rectrice de la région académique :*

Madame Nathalie ALBERT-MORETTI, Rectrice de la région académique de Bourgogne-Franche-Comté, Rectrice de l'académie de Besançon, Chancelière des universités, ou son représentant.

Article 2 : Le secrétaire général de la région académique de Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait le 17 novembre 2025.

La Rectrice de la région académique
Bourgogne-Franche-Comté,
Rectrice de l'académie de Besançon,
Chancelière des universités



Nathalie ALBERT-MORETTI